

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la discussion prend une tournure de plus en plus pathétique. Le député était à Washington la semaine dernière, avec son collègue le député de Saint-Henri—Westmount, pour cette raison. Il sait donc très bien qu'il y a un contact permanent, quotidien . . .

M. Axworthy: Vous vous intéressez donc aux affaires du gouvernement américain? Vous avez dit que non.

M. Mulroney: Si mon collègue trouve que les contacts permanents de l'ambassade du Canada à Washington constituent une immixtion dans les affaires des États-Unis ou du Congrès, il interprète d'une façon tout à fait originale l'évolution constitutionnelle qui se produit aux États-Unis.

LES EXPORTATIONS DE BILLES DE CONIFÈRES

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au premier ministre. Il sait, je crois, que 72 p.100 des exportations canadiennes de billes de conifères sont acheminées aux États-Unis où nous détenons 35 p.100 du marché et que notre commerce de bois de conifères avec les États-Unis se pratique sans obstacle depuis 40 ans. Je voudrais savoir du premier ministre si le gouvernement américain a réclamé depuis deux semaines certaines concessions précises du Canada en ce qui concerne nos exportations de billes de résineux.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président.

● (1430)

LA POSITION DU CANADA

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Peut-il promettre à la Chambre qu'aucune concession n'a été ou ne sera accordée aux États-Unis relativement aux billes de résineux?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député parle au nom d'un parti qui s'oppose à la libéralisation du commerce avec les États-Unis. Il veut maintenant obtenir des assurances pour le NPD. Il ne peut avoir et le drap et l'argent. Je sais que le NPD essaie de le faire à chaque jour. Il ne peut avoir et le drap et l'argent; il s'oppose à une libéralisation du commerce avec les États-Unis.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: J'ai affirmé catégoriquement à Washington et ailleurs que nous ne permettrons pas que le bois de conifères fasse l'objet de négociations durant ces discussions.

Questions orales

L'IMMIGRATION

LES SOLDATS RUSSES QUI ONT FAIT DÉFECTION EN AFGHANISTAN

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il vient de dire à la Chambre qu'il a fait tout son possible pour accélérer l'arrivée au Canada des six réfugiés russes en provenance d'Afghanistan. S'il a fait tout son possible, comment se fait-il que l'an dernier, le Canada a accepté seulement 40 immigrants sur les quatre millions de réfugiés qui ont fait l'objet de représailles à la suite de l'invasion soviétique en Afghanistan?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, avec le talent qui lui est propre, la députée change de sujet. Sa collègue a posé plus tôt une question au sujet des six personnes qui constituent un cas particulier et le député sait pourquoi, je pense. Nous avons essayé, par tous les moyens à notre disposition, de communiquer avec elles. Si quelqu'un a trouvé une nouvelle façon d'entrer en contact avec elles, je compte, à l'instar de mes collègues ministres, sur la collaboration des Canadiens qui prétendent les avoir rencontrés, pour voir s'il est possible de les faire venir dans un pays libre.

LES IMMIGRÉS EN PROVENANCE DES PAYS SOVIÉTIQUES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, j'ai du mal à croire que deux journalistes du *Whig-Standard* de Kingston aient réussi à communiquer avec ces personnes la semaine dernière alors que le gouvernement canadien n'a pas pu le faire. Le gouvernement du Pakistan est prêt à collaborer, ainsi que les rebelles afghans. Les seuls à ne pas collaborer sont le gouvernement canadien et le ministère des Affaires extérieures. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, l'immigration au Canada de personnes en provenance des pays sous influence soviétique et du bloc de l'Est a diminué. Comment le ministre explique-t-il cette diminution alors qu'il parle de la collaboration de son gouvernement?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le ministre responsable de l'Immigration m'apprend que la députée se trompe comme d'habitude et que les niveaux d'immigration augmentent. Pour répondre à son introduction précédente, elle a présenté à la Chambre des communes des faits qui ne reflètent pas la réalité. L'important en l'occurrence, c'est de savoir si des Canadiens ont trouvé un moyen de faire passer ces six personnes dans un pays libre. Nous n'en avons pas encore trouvé. Si des gens ont un moyen, nous souhaitons vivement collaborer avec eux et je les invite à participer à des consultations avec nous.